



Éditorial

Patricia Pomonti, ambassadrice
de la question prioritaire de
constitutionnalité



Prolongeant les initiatives déjà développées pour mettre en valeur la question prioritaire de constitutionnalité (QPC) et faire en sorte qu'elle fonctionne au mieux — programme de recherche QPC 2020, création du site internet QPC 360°, installation de l'Observatoire de la QPC — le président du Conseil constitutionnel, M. Laurent Fabius, m'a nommée auprès de lui, le 1er novembre dernier, "ambassadrice de la QPC".

Il m'a confié la mission d'aller à la rencontre des acteurs de la QPC afin d'échanger sur leur expérience de cette procédure, et sur les éventuelles difficultés qu'ils peuvent rencontrer dans son maniement et de recueillir leurs attentes quant aux initiatives concrètes qui seraient de nature à aider leurs travaux à un horizon rapproché. Je serai notamment l'intermédiaire entre le Conseil constitutionnel et les juridictions sur le territoire national pour faire vivre cette procédure. [...]

[Lire la suite...](#)

[Télécharger](#)

Observatoire

**Deuxième réunion de l'Observatoire de la QPC
le 29 novembre 2023**



Le président Fabius a présidé le 29 novembre 2023, au Conseil constitutionnel, la deuxième réunion de l'Observatoire de la QPC

En présence de Madame Patricia Pomonti, ambassadrice de la question prioritaire de constitutionnalité, et de Madame Nathalie Roret, directrice de l'École nationale de la magistrature, qui participaient pour la première fois à ces travaux. [...]

(sur la composition de l'Observatoire et la réunion inaugurale du 19 juin 2023 cf. [Lettre d'actualité de la QPC n°1](#))

[Lire la suite...](#)

[Télécharger](#)

QPC 360°

Premier anniversaire du portail QPC 360° : des visiteurs au rendez-vous

Le portail QPC 360° a été lancé début janvier 2023.

Après une première période où la fréquentation a varié entre 17 000 et 22 000 visites par trimestre, le site a connu une augmentation très importante du nombre de visites au 4^e trimestre avec 57 813 visiteurs (+ 206 %).

Le portail aura accueilli **116 313 visiteurs en 2023**.



[Lire la suite...](#)

[Télécharger](#)

Actualité du praticien

9^e audience du Conseil constitutionnel en région : déplacement à Douai le 15 novembre 2023



Les déplacements du Conseil constitutionnel en région depuis 2019

Après s'être déplacé à Metz, Nantes et Pau en 2019, à Lyon en 2020, à Bourges en 2021, à Marseille et Montpellier en 2022, et à Bordeaux en février 2023, le Conseil constitutionnel a siégé une nouvelle fois hors de ses murs mercredi 15 novembre 2023, dans les locaux de la Cour administrative d'appel de Douai.

[Lire la suite...](#)

[Télécharger](#)

Témoignage de Nathalie Massias présidente de la Cour administrative d'appel de Douai



Pour sa neuvième audience hors de ses murs, le 15 novembre 2023, le Conseil constitutionnel a choisi de siéger à la cour administrative d'appel de Douai.

Ce déplacement a aussi été l'occasion, pour le président et les membres du Conseil, d'avoir un temps d'échange avec des élèves et enseignants des lycées Corot et Châtelet de Douai. [...]

[Lire la suite...](#)

[Télécharger](#)

Intervention du président Fabius devant le Conseil national des barreaux



À l'invitation de son président, Maître Jérôme Gavaudan, le président Fabius s'est exprimé, le 7 décembre 2023, devant les membres de l'assemblée générale du Conseil national des barreaux dont le mandat s'achève en cette fin d'année 2023. [...]

[Lire la suite...](#)

[Télécharger](#)

Le président Fabius s'adresse aux avocats de France



À la suite de son intervention devant les membres de l'assemblée générale du Conseil national des barreaux, le président Fabius a souhaité s'adresser personnellement à tous les avocats de France sous la forme d'une lettre dans laquelle il évoque la QPC, "*instrument majeur de la protection de l'État de droit en France*".

[Lire la suite...](#)

[Télécharger](#)

Actualité de la doctrine

Le potentiel contentieux de la QPC

Le destin de la QPC repose principalement sur les avocats. Faute pour le juge du



filtrage de pouvoir relever d'office la QPC ou de soulever de nouveaux griefs, l'avocat endosse la responsabilité de penser à la formuler et d'invoquer les griefs pertinents. [...]

[Lire la suite...](#)

[Télécharger](#)

Julien Bonnet, professeur à l'Université de Montpellier, CERCOP, président de l'Association française de droit constitutionnel

Bibliographie sur la question prioritaire de constitutionnalité



Cette page recense les articles et les ouvrages traitant de la question prioritaire de constitutionnalité (tant les parutions de 2023 que celles de toute la période 2010-2023)

[Lire la suite...](#)

[Télécharger la bibliographie 2023](#)

[Télécharger la bibliographie 2010-2023](#)

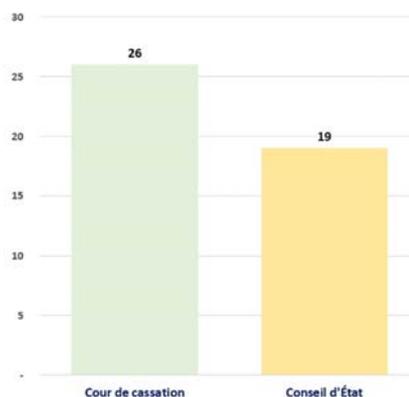
Les chiffres clés

Les 45 décisions QPC rendues en 2023 par le Conseil constitutionnel

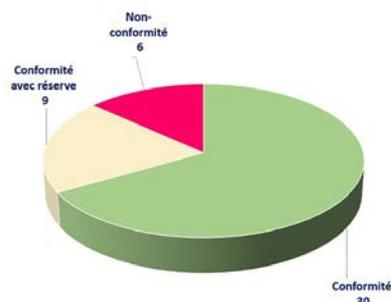
Éléments de référence depuis 2010

- 1 074 QPC traitées
- 79,4 par an
- 65,2 % décisions de conformité (dont 11,3 % avec réserve)
- 45,8% issues du Conseil d'État
- 54,2 % issues de la Cour de cassation

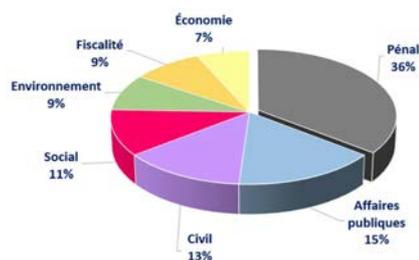
par provenances



par solutions



par matières



[Lire la suite...](#)

[Télécharger](#)

Décisions du Conseil constitutionnel

Information du notaire poursuivi du droit qu'il a de se taire dans le cadre d'une procédure disciplinaire

Décision n° **2023-1074 QPC**
du 8 décembre 2023
Conformité
[Communiqué de presse](#)

[Lire la suite...](#)

Stockage en couche géologique profonde des déchets radioactifs

Décision n° **2023-1066 QPC**
du 27 octobre 2023
Conformité
[Communiqué de presse](#)

[Lire la suite...](#)

Déplafonnement des avoirs des contrats de complément de rémunération dans le cadre du soutien aux producteurs d'électricité à partir d'énergies renouvelables

Décision n° **2023-1065 QPC**
du 26 octobre 2023
Non conformité totale
[Communiqué de presse](#)

[Lire la suite...](#)

Conditions d'exécution des mesures de garde à vue

Décision n° **2023-1064 QPC**
du 6 octobre 2023
Conformité - réserve
[Communiqué de presse](#)

[Lire la suite...](#)

Purge des nullités en matière correctionnelle

Décision n° **2023-1062 QPC**
du 28 septembre 2023
Non conformité totale - effet différé - réserve transitoire
[Communiqué de presse](#)

[Lire la suite...](#)

Accès de la police et de la gendarmerie nationales aux parties communes des immeubles à usage d'habitation

Décision n° **2023-1059 QPC**
du 14 septembre 2023
Conformité - réserve
[Communiqué de presse](#)

[Lire la suite...](#)

Décisions du Conseil d'État

Suites de la QPC transmise par le Conseil supérieur de la magistrature (cf. [Lettre de la QPC n°1](#))

Décision n° **473249**
du 23 juin 2023,
Non renvoi

[Lire la suite...](#)

Les critères d'admission en *master* et leur publicité

Décision n° **473249**
du 13 octobre 2023,
Non renvoi

[Lire la suite...](#)

Décisions de la Cour de cassation

Covid-19 (obligation vaccinale) : suspension du contrat de travail

Arrêt n° **473249** de la chambre sociale
du 5 juillet 2023
Non renvoi

Appréciation de la notion de changement de circonstances

Arrêt n° **23-14.520** de la 2^e ch. civile
du 5 octobre 2023
Non renvoi

[Lire la suite...](#)

[Lire la suite...](#)

[S'abonner à la Lettre d'actualité de la question prioritaire de constitutionnalité](#)

[Nous contacter](#)

La lettre est éditée par le secrétariat général du Conseil constitutionnel.
Directeur de la publication : M. Jean Maïa, secrétaire général du Conseil constitutionnel



Conseil constitutionnel

2 rue de Montpensier - 75001 Paris

[Se désinscrire](#)